

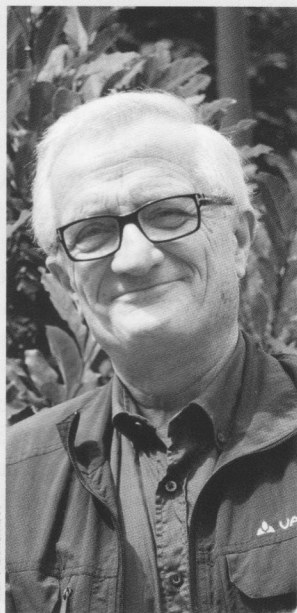
Prospective & Territoires

Auvergne
Rhône-Alpes

REVUE TRIMESTRIELLE - N°7 - JUILLET-AOUT-SEPTEMBRE 2017 - PRIX 20 €



Mobilités métropolitaines



© Boris Collombet

Paul Bacot

L'entretien avec Paul Bacot ouvre une nouvelle rubrique de Prospective & Territoires.

Dans ces « Points de vues » nous donnons la parole à des acteurs souvent singuliers ou des témoins privilégiés de la vie politique, de l'évolution des collectivités territoriales et des grands enjeux d'aménagement du territoire au sein de l'actuelle région Auvergne-Rhône-Alpes et des deux anciennes régions qui la composent.

Paul Bacot a la particularité d'être à la fois un politologue et un militant socialiste. Docteur d'État en Science politique, il a occupé de nombreuses fonctions de responsabilités au sein des universités et bien sûr au sein de l'IEP de Lyon.

.../...

ENTRETIEN AVEC PAUL BACOT

*Professeur émérite des Universités en Science politique à l'Institut d'Études Politiques de Lyon.
Chercheur à l'UMR 5206 Triangle
(CNRS, ENS de Lyon)*

Votre parcours a été à la fois et de façon dominante celui d'un politologue notamment spécialisé à vos débuts sur le PS, mais aussi celui d'un militant de cette même formation. Comment avez-vous vécu cette double activité ?

→ Au départ il y a un intérêt pour la chose politique qui se manifeste à la fois par le militantisme qui commence très tôt, lorsque je suis étudiant (je suis au bureau national des étudiants socialistes), et même un peu avant dans ma tête, et dans la vie professionnelle avec une bonne dose de hasard comme c'est souvent le cas. Toujours est-il que je me retrouve universitaire, d'abord en droit public. Je suis ensuite passé à la science politique comme c'était alors assez fréquent. C'était à la faculté de droit de Lyon comme étudiant, puis à Sciences po comme enseignant-chercheur. Après j'ai eu à gérer cette dualité entre militantisme et activité universitaire. Dans un premier temps j'ai essayé de conjuguer les deux. Cela a duré quelques années et puis je me suis aperçu que c'était très difficile de combiner les deux sauf à sacrifier ou faire à moitié l'une des deux activités. Qu'on le veuille ou non, l'activité politique, si on veut faire les choses un peu sérieusement, c'est extrêmement prenant et d'un autre côté l'activité d'universitaire telle que je l'ai pratiquée était plus que prenante. Donc, à un moment donné, il m'a fallu faire un choix. Ça a été d'autant plus nécessaire que mon activité professionnelle me conduisait à intervenir de plus en plus publiquement, à la radio, à la télévision et dans la presse écrite pour commenter les élections et plus généralement la vie politique. J'ai vite compris qu'il pourrait y avoir un problème de réception, un problème d'image pour ceux qui m'écoutaient ou me lisaient si j'apparaissais publi-

quement en même temps comme militant et comme analyste. Cela dit je n'ai jamais eu la moindre remarque en matière de manque d'objectivité de mes travaux ou de mes propos, au contraire. Mais la science politique a beaucoup de difficulté à faire admettre sa légitimité scientifique, alors si en plus de ça elle est portée par des gens qui en même temps sont engagés dans le combat politique, le soupçon de partialité vient très vite, même à tort. Cela m'a donc conduit à mettre le militantisme en sourdine. Il y a une autre raison, c'est que j'étais à Villefranche-sur-Saône et que l'évolution de la gauche caladoise me convenait moyennement. Tout a joué pour que l'essentiel de mon temps ait été consacré à ma vie professionnelle même si je suis resté adhérent du parti socialiste. Cela fait 50 ans cette année. J'ai toujours participé plus ou moins discrètement à la vie militante, différemment selon les périodes. Et puis il y a une dernière période, celle où je suis devenu professeur émérite, avec du temps libéré pour différentes choses et possiblement pour le militantisme. J'ai ainsi repris le secrétariat de la section PS de Villefranche, tâche que j'avais exercée il y a bien longtemps. Ce n'était pas prévu, mais on me l'a demandé et la section était dans un triste état. C'était un vrai challenge, dans les pires conditions politiques et au plus mauvais moment possible. Cela n'empêche pas d'en éprouver quelques satisfactions.

Jeune politologue et poperéniste au PS, vous aviez dans les années 70, consacré votre thèse de doctorat d'État à la question des cadres et dirigeants du PS. Quel était alors votre regard sur ce parti et quel est-il aujourd'hui ?

→ Mon regard sur le PS était sociologique.

Notamment celles de président de la commission scientifique, de directeur du Centre de Politologie de Lyon-CERIEP puis de directeur de la recherche. Ancien directeur de la revue *Mots. Les langages du politique* dont il est toujours membre du comité éditorial, il a publié au fil des ans de nombreux articles et de nombreux ouvrages. On peut citer par exemple et au hasard : « *Les Dirigeants du Parti socialiste. Histoire et sociologie* » (1979, Presses Universitaires de Lyon, 351 pages, Préface de François Mitterrand) ; « *Atlas électoral de Lyon et du Rhône. Élus et élections. 1958-1985* » (1986, EPL, 348 pages) ; « *Dictionnaire du vote. Élections et délibérations* » (1994, Presses Universitaires de Lyon, 191 pages) ; « *La construction verbale du politique. Études de politologie lexicale* (2011, L'Harmattan, collection Langue et Parole, 174 pages) ou encore le « *Guide de sociologie politique* (2016, Ellipses, collection « Optimum », 360 pages).

Il est enfin l'auteur d'un ouvrage plus personnel voire intime, « *Une enfance en Quatrième République. Souvenirs d'un apprentissage politique* » (2016, Éditions Pepper-L'Harmattan, collection « Témoignages », 130 pages).

Car Paul Bacot est aussi un militant de longue date du PS.

Je parlais d'enquêtes très classiques, par questionnaires auprès de différentes catégories de responsables socialistes départementaux, nationaux, cadres du parti, maires, députés. Ce qui m'intéressait c'était le lien qu'il pouvait y avoir entre la réalité, le concret social du parti et son idéologie, sa doctrine et son programme. Le programme du PS c'était « changer la vie », c'était « rompre avec le capitalisme », c'était donc en quelque sorte une visée révolutionnaire au sens large et je me posais la question de savoir comment cela se traduisait concrètement dans l'organisation. J'ai observé que ce qui caractérisait les dirigeants socialistes par rapport aux autres dirigeants politiques c'était leur origine sociale, à l'époque ouvrière, paysanne et d'une façon générale modeste. C'était des gens qui étaient tout simplement sortis de leurs milieux d'origine par l'école. J'y voyais un compromis entre la nécessité de plus en plus grande d'un certain niveau d'instruction pour faire de la politique dans le monde d'alors, et cette spécificité sociale et historique du socialisme et du parti socialiste. Après j'ai travaillé sur d'autres choses, notamment en matière de sociologie électorale et plus récemment sur les discours et les mots en politique.

Le Parti socialiste est aujourd'hui en pleine crise. L'historien et néanmoins socialiste Alain Bergounioux se demande même s'il ne va pas connaître le sort du parti radical, un grand parti qui s'est réduit à la portion congrue et même à deux portions congrues. Quel est selon vous l'avenir du PS si tant est qu'il en ait encore un ?

→ Il y a deux façons de voir les choses. Il y a la façon du journaliste qui professionnellement et par définition est là pour voir partout du nouveau, du jamais vu. De ce point de vue on se dit que c'est vraiment extraordinaire comme situation et que cela peut très très mal tourner pour ce parti. Il y a l'autre approche qui est celle du politiste et qui consiste à plutôt regarder les constantes, les invariants et à prendre un peu de distance par rapport à l'actualité. Ce qui a été facilité dans mon cas avec mes 50 années d'ancienneté militante dans le parti. Pour dire les choses très simplement, on en a vu d'autres !

J'ai connu par exemple 1969. Gaston Deferre avait fait un score encore plus faible que celui de Benoît Hamon. Est-ce que le parti socialiste s'en remettra ou non ? Je n'en sais rien mais je ne crois pas que l'on puisse déduire de ses difficultés actuelles une certitude de disparition. Cela me paraît d'autant moins probable qu'il y a quand même le poids de l'histoire. Un parti ce sont des gens, des ressources, des capitaux comme on dit en science politique : des capitaux symboliques, des capitaux matériels, des capitaux humains accumulés au fil du temps. Cet ensemble considérable de ressources ne va pas disparaître du jour au lendemain et des acteurs vont chercher à les sauvegarder et/ou se les approprier. Le parti évoluera, il changera de différents points de vues et sa place dans la vie politique ne sera plus forcément la même mais sa disparition pure et simple, je n'y crois pas trop, et je ne le souhaite pas. Le « parti de Jaurès » est là depuis 1905, mais chez nos voisins, le SPD, le PSOE ou le Labour sont encore plus anciens, et tous ont surmonté des périodes au moins aussi difficiles que la présente pour le PS français !

Et que pensez-vous de cette possible évolution comparable à celle du parti radical, c'est-à-dire sa transformation en micro-parti porteur d'une histoire ?

→ Oui c'est effectivement une hypothèse envisageable, celle où le parti resterait avec son nom, son histoire, ses références, mais en ne représentant plus grand chose sur la scène politique. Ce n'est pas à exclure mais ce n'est pas le scénario le plus probable.

Quelle place occupe le mouvement macroniste dans les réalités partielles, et pensez-vous qu'il l'occupera durablement ?

→ Cela rejoint la question précédente. Il y a une tension permanente au parti socialiste depuis des temps immémoriaux, essentiellement entre deux orientations. D'un côté la volonté d'affirmer un désir de transformation, une singularité, une volonté de rupture même si ce mot est moins utilisé aujourd'hui, et d'un autre côté la nécessité et la volonté de participer à la gestion, de prendre des responsabilités publiques. Cette tension n'est pas nouvelle,

Après une incursion sur la scène politique publique (candidature aux élections législatives de 1981 dans la 10ème circonscription du Rhône puis aux cantonales de 1988 dans le canton de Villefranche et conseiller municipal de Gleizé de 1983 à 1989) il donne la priorité à son travail d'universitaire sur son activité militante. Désormais Professeur Émérite, il a renoué modestement avec celle-ci en devenant secrétaire de la section PS de Villefranche-Belleville.

Outre la question brûlante et d'actualité du PS, Paul Bacot fait également part dans cet entretien de sa vision du devenir de Villefranche-sur-Saône et de son agglomération au sein du département du « Nouveau Rhône » ou de la Métropole de Lyon ■ DN

Ce n'est pas que les gauches sont irréconciliables, c'est qu'il n'y a personne pour les réconcilier. Je dirais qu'elles sont... irréconciliées.

qui a déjà produit des crises et des déchirures très graves et malgré tout le parti a pu survivre à tout cela. Et il a plutôt bien survécu à travers différents épisodes assez heureux. Comment l'expliquer ? C'est qu'il y a eu à un moment donné des personnes, des groupes, des leaders qui ont été capables de produire un discours, une stratégie, des éléments tactiques susceptibles de rassembler le plus grand nombre, tout en laissant toujours plus ou moins sur le bord de la route quelques irréductibles de la rupture et quelques irréductibles de la gestion à tout prix. On pense évidemment à François Mitterrand au congrès d'Épinay. Il y a eu d'autres cas de figure. Au-delà de ces personnages ce sont des groupes et des circonstances qui créent ces capacités à rassembler, à faire en sorte que tout le monde se retrouve, une capacité à synthétiser mais pas forcément au sens de la synthèse réalisée à 4 heures du matin dans une salle hier enfumée et aujourd'hui sans fumée, mais une synthèse dynamique qui permet au parti d'exister et de réussir.

Une synthèse à la façon de François Hollande ?

→ Non pas vraiment une synthèse à la Hollande encore que, à sa façon, il y soit arrivé mais dans l'opposition seulement et pas dans l'activité gouvernementale. Dans la mesure où François Hollande n'est pas parvenu à faire cela et personne d'autre à sa place, le parti s'est délité, les deux grands pôles se sont éloignés de plus en plus conduisant certains à parler de « gauches irréconciliables ». Encore une fois elles ne le sont ni plus ni moins qu'il y a vingt ans, quarante ans ou un siècle. Ce n'est pas que les gauches sont irréconciliables, c'est qu'il n'y a personne pour les réconcilier. Je dirais qu'elles sont... irréconciliées. Dans ce contexte il s'est trouvé un monsieur qui s'appelle Macron, qui est doté d'un certain talent, personne ne le conteste, et qui a bénéficié de circonstances particulièrement favorables, qu'il a su exploiter magistralement, et du coup qui a capté une partie de la mouvance socialiste

Un regard rapide sur les formations de droite et le tropisme Macron qui les concerne également.

→ Là encore les choses ne sont pas tota-

lement nouvelles. Il y a quand même de fortes parentés avec l'épisode giscardien. Quand on reprend les discours de Giscard d'Estaing en tenant compte qu'il y a quelques décennies d'écart, on voit que ce n'est pas totalement nouveau. D'autres l'ont tenté mais Macron, lui, semble parti pour réussir, du moins pendant un certain temps. Ce qui pose problème à la droite, et ce qui lui pose d'autant plus de problème que la droite est affaiblie et divisée, notamment à l'issue de l'épisode Fillon mais pas seulement : le quinquennat Sarkozy a été à la droite ce que le quinquennat Hollande a été à la gauche. On sort de deux quinquennats dont on ne sait pas bien d'où ils sortaient eux-mêmes.

Votre histoire c'est aussi d'avoir vécu dans des périmètres politico-administratifs en pleine évolution avec par exemple la création de la Région Rhône-Alpes puis beaucoup plus récemment celle d'Auvergne-Rhône-Alpes. Comment avez-vous là encore perçu ces changements ?

→ Je me rappelle avoir dirigé un mémoire d'étudiant sur la naissance de la Région Rhône-Alpes à partir des deux régions primitives, Rhône et Alpes. C'est intéressant de voir comment, dans les années soixante, cette question du périmètre de la région dont Lyon était la capitale avait laissé largement indifférents les responsables politiques. C'était plutôt des intellectuels, des universitaires, quelques syndicalistes, des patrons qui se passionnaient pour ce sujet et très peu les leaders politiques, et notamment les élus lyonnais qui s'en désintéressaient largement, ce qui peut paraître hallucinant aujourd'hui.

Quelles ont été, selon vous, les grandes séquences politiques pour la région Rhône-Alpes ?

→ Il y a eu une interaction constante entre ce qui se passait à Lyon et ce qui se passait dans la région. C'est vrai que l'épisode Millon au niveau régional en 1998 a eu des effets sur la vie politique lyonnaise. D'une certaine façon l'accession de Gérard Collomb à la mairie de Lyon a été le résultat de l'affaire Millon même si cela n'enlève rien au fait qu'il a su exploiter le phénomène, de même qu'au niveau régional Jean-Jack Queyranne a su lui aussi exploiter les troubles causés par

Rhône-Alpes a connu des périodes politiques très différentes comme celle des années 80, marquée à gauche par des hommes comme Charles Hernu, Jean Poperen dans le Rhône, Louis Mermaz et Hubert Dubedout dans l'Isère, Joseph Sanguedolce à Saint-Etienne. On est donc passé par des séquences très différentes et même opposées.

De plus il plane au-dessus de tout ça l'image pour le moins excessive d'un Lyon centriste, qui a eu son apogée avec l'époque barriste. Bref, il y en a eu pour tout le monde dans cette région...

l'affaire Millon pour donner la région à la gauche et la conserver un certain temps. Ce qui fait qu'on a cette séquence Collomb /Queyranne, même si l'association des deux noms cache des rivalités et des tensions. Mais Rhône-Alpes a connu des périodes politiques très différentes comme celle des années 80, marquée à gauche par des hommes comme Charles Hernu, Jean Poperen dans le Rhône, Louis Mermaz et Hubert Dubedout dans l'Isère, Joseph Sanguedolce à Saint-Etienne. On est donc passé par des séquences très différentes et même opposées. De plus il plane au-dessus de tout ça l'image pour le moins excessive d'un Lyon centriste, qui a eu son apogée avec l'époque barriste. Bref, il y en a eu pour tout le monde dans cette région.

Pour employer un terme très à la mode, est-ce qu'il y a eu une identité rhônalpine ?

→ Je ne crois pas. Du point de vue électoral et politique, non. Il y a eu une succession de phases qui, comme toujours d'ailleurs, tiennent en partie au hasard et en partie à ce que les acteurs font du hasard, en plus bien sûr de quelques éléments structurels qui ont évolué : on pense par exemple à l'évolution de Saint-Etienne, assez emblématique de ces transformations en quelques années ou du moins en quelques décennies. Donc pas d'identité en quelque sorte naturelle, mais l'identité se construit socialement. Rhône-Alpes c'est une appellation qui était entrée progressivement dans les têtes, le mot rhônalpin aussi. C'est une construction historique et sociale parce qu'une fois que vous avez une structure, aussi artificielle qu'elle soit au départ, imposée par la loi, eh bien toute une série d'acteurs et de groupes s'organise sur cette base-là, sur ce territoire-là. C'est comme pour les cantons. Il y a longtemps qu'ils ne correspondent plus à grand chose sauf qu'en milieu rural il y a tellement d'éléments de la vie sociale qui reposent sur une base cantonale que du coup les cantons existent encore même si leurs raisons d'être de départ n'existent plus. Une fois que les territoires sont en place dans la durée et que la société s'est moulée dans des découpages, il devient donc délicat de les modifier. On l'a vu avec la création de la région Auvergne-Rhône-Alpes.

Qu'avez-vous pensé, vu de Villefranche, de l'élargissement de la région Auvergne-Rhône-Alpes ?

→ Je n'ai pas l'impression qu'il y ait eu beaucoup de réactions à Villefranche-sur-Saône sur cette question. Cela n'a pas beaucoup préoccupé les gens. Il y a des choses plus proches en matière de découpage et redécoupage qui ont ou auraient dû intéresser davantage la population caladoise.

Selon vous la nouvelle région est-elle trop vaste et trop puissante ?

→ Je crois qu'en la matière on peut dire tout et le contraire de tout. La seule vraie question c'est, me semble-t-il, celle des équilibres. Là où il y a peut-être problème c'est dans la comparaison entre cette grande région sur le plan territorial, démographique, économique et un certain nombre d'autres régions maintenues ou créées qui n'ont pas du tout la même ampleur. Objectivement c'est ça que l'on peut souligner. Sinon on peut toujours souhaiter une région plus petite ou plus grande. C'est vrai qu'entre le Cantal et la Haute-Savoie on ne voit pas toujours le lien, entre le Haut-Beaujolais et la Basse-Ardèche, peut être encore moins. Mais dès l'instant où l'on opère un découpage on a ce genre de problème car, par définition, on met ensemble des choses et des territoires qui sont différents.

L'autre grand processus territorial qui s'est développé ces dernières années est celui de la métropolisation. Quelle est l'analyse du Caladois et du politologue ?

→ En la matière mon regard est plus celui du Caladois que du politologue, ne serait-ce que parce que je n'ai jamais considéré que la science politique donnait des recettes ou conduisait à opérer des choix ; non, c'est le citoyen caladois qui parle. Villefranche et sa région sont à un moment déterminant de leur histoire même si on en parle peu, même s'il y a peu de débat. Trois grands mouvements sont à l'œuvre au niveau national.

D'abord, il y a toujours, globalement, cette idée d'un trop grand nombre de communes et de la nécessité de les regrouper soit en les fusionnant, soit sous la forme d'intercommunalités.

C'est une construction historique et sociale parce qu'une fois que vous avez une structure, aussi artificielle qu'elle soit au départ, imposée par la loi, eh bien toute une série d'acteurs et de groupes s'organise sur cette base-là, sur ce territoire-là.

Et puis il y a un deuxième mouvement qui consiste à remettre en cause les départements. Ça n'est pas nouveau. Faut-il les supprimer ? Faut-il les modifier ? Les garder dans certaines zones et pas dans d'autres ? Faut-il regrouper et redécouper ? Vaste affaire mais apparemment, avec le nouveau président de la République, la question pourrait redevenir plus concrètement d'actualité que cela n'a été le cas ces dernières années.

Troisième élément, c'est la métropolisation, avec ses avantages et ses inconvénients - des avantages, semble-t-il, pour ce qui est métropolisé et des inconvénients pour ce qui ne l'est pas. Il y aurait beaucoup à dire sur ces trois questions.

Au niveau local on est tout particulièrement concerné à Villefranche. On est dans un département dont on sait qu'il n'a ni queue ni tête, qui est sans identité, sans réalité.



© Ville de Villefranche-sur-Saône

Villefranche-sur-Saône - vue aérienne

Il n'a pas de nom, on dit que c'est le « Nouveau Rhône » mais en même temps c'est quand même le département du Rhône. Il n'a ni préfecture, ni préfet.

Son conseil départemental siège en dehors de son territoire ! Manifestement cela ne peut pas durer. C'est un territoire qui n'a aucun sens, qui entoure la métropole lyonnaise avec des petits bouts à l'Est et des petits bouts au Sud, un gros bout au Nord-Ouest. Cela ne pourra pas durer et ce d'autant moins si on remet les départements en cause sous leur forme actuelle.

Il y a la question du département mais il y a aussi la question de l'agglomération de Villefranche. Quand on observe ce qu'est la communauté d'agglomération et que l'on regarde une photo de cette agglomération prise d'avion, on voit bien que cela ne correspond pas. Il y a dans l'intercommunalité d'aujourd'hui des communes dont on peut se demander ce qu'elles y font, certaines l'ont d'ailleurs déjà quittée, par contre il y en a d'autres dont on ne voit pas pourquoi elles n'en sont pas membres, tout particulièrement Anse, puisqu'il y a un tissu urbain absolument continu. On peut donc là encore se demander si cette agglomération telle qu'elle est constituée a du sens et si elle va durer.

Du coup se pose une autre question, celle de Villefranche dans son environnement alors qu'elle est depuis quelques années dans l'aire urbaine de Lyon. Si le nouveau Rhône était un vrai département, Villefranche serait préfecture mais ce ne sera jamais le cas. On nous a vendu la formule de « capitale du nouveau Rhône », mais c'est un slogan électoral et rien de plus. Quelle est donc l'avenir de Villefranche et dans quelle mesure peut-elle avoir une place importante voire une place de leader ? On ne voit pas bien car ce nouveau Rhône est trop petit et sans avenir, et on n' imagine pas un redécoupage départemental au profit de Villefranche car il y a à proximité Bourg-en-Bresse, Mâcon ou encore Saint-Etienne. Bref on ne voit pas une autre entité départementale autour de Villefranche. Il faut donc peut-être penser à autre chose.

A quoi, par exemple ?

→ A titre tout à fait personnel, je pense à un scénario, ce n'est pas un projet ficelé, c'est un scénario que je mets en débat. Il consisterait à faire de l'agglomération de Villefranche quelque chose qui corresponde à la réalité, c'est-à-dire un

“ ... on aurait une ville de 80 000 habitants. Ce serait la 7ème ville de la région Auvergne Rhône-Alpes, tout simplement. ”

“ Si le Rhône tel qu’il est ne perdure pas, si on continue dans une politique de valorisation des métropoles, la question se pose évidemment du rattachement de Villefranche à la métropole de Lyon, dont elle serait dans ce scénario la 3ème ville la plus importante ”

regroupement avec Anse, Ambérieux-d’Azergues, Pommiers, etc. Cette nouvelle structure pourrait avoir soit la forme d’une communauté d’agglomération, soit celle d’une commune fusionnée, d’une commune nouvelle, un Grand Villefranche. Cela va évidemment faire hurler beaucoup de monde, notamment autour de Villefranche, sauf que dans la réalité ce grand Villefranche existe déjà. Avec un élargissement au Sud avec Anse et à l’Est du côté de l’Ain avec par exemple Beauregard et Saint-Bernard, on aurait une ville de 80 000 habitants. Ce serait la 7ème ville de la région Auvergne Rhône-Alpes, tout simplement. Le nombre d’habitants suffit-il à faire la force ? On dit que l’union fait la force. Toujours est-il que Villefranche aurait une place et une visibilité non négligeables au niveau régional. Faute d’être à la tête d’un département, elle aurait en tant que telle une réalité solide.

Resterait la question du rattachement territorial. Si le Rhône tel qu’il est ne perdure pas, si on continue dans une politique de valorisation des métropoles, la question se pose évidemment du rattachement de Villefranche à la métropole de Lyon, dont elle serait dans ce scénario la 3ème ville la plus importante tout en renforçant significativement la population métropolitaine. Villefranche n’arriverait pas par la petite porte et ne serait pas qu’un caillou dans la métropole. Et Villefranche n’est pas plus loin de Lyon que Givors. Certains diront à Villefranche que c’est épouvantable et qu’on perdrait alors notre autonomie. Mais quelle autonomie ? Qu’est ce que cela veut dire ? Je pourrais citer l’exemple du transfert du siège de Blédina à Limonest.

Quelle explication en a-t-il été donnée ? Que Limonest est dans la métropole de Lyon. C’est ça la réalité. A partir du moment où l’on est dans le Grand Lyon de fait mais ni symboliquement ni officiellement, on ne peut avoir que les inconvénients de la situation sans les avantages.

Il faudrait relancer le débat sur l’avenir de l’agglomération caladoise, ce qui permettrait de poser d’autres questions comme par exemple celle de l’absence d’implantation universitaire. Certes il y a quelque classes préparatoires, il y a une très belle et récente initiative de la CCI avec le campus Martelet mais cela n’a rien à voir avec ce qu’il y a à Valence ou Bourg-en-Bresse par exemple. Villefranche est sans doute l’une des rares agglomérations de cette taille à avoir totalement loupé le train des implantations universitaires à partir des années 60. C’est sans doute rattrapable et cela changerait beaucoup de choses. Même chose pour la vie culturelle. Villefranche n’aurait-elle pas intérêt à être davantage intégrée aux biennales, aux festivals, aux manifestations culturelles, à ce qui fait que Lyon rayonne internationalement ? Cela ne nuirait pas à tout ce qui existe déjà. Ni aux Conscrits ni au beaujolais nouveau. Il faudrait aussi parler des transports publics entre les centres de Villefranche et de Lyon... Oui, il faudrait réfléchir davantage à la pertinence d’un grand Villefranche membre à part entière de la grande métropole lyonnaise et ne pas s’enfermer par avance dans une position conservatrice.

■ PROPOS RECUEILLIS PAR
DANIEL NAVROT

■ Directeur de la rédaction : Daniel NAVROT ■ Rédacteur en chef : Bernard LACHAISE ■ REVUE TRIMESTRIELLE ÉDITÉE PAR I.R.E.S. (INFORMATION RECHERCHES ETUDES SOCIALES) ■ 2 place de la Bourse 69002 LYON ■ Gérant, directeur de la publication : Daniel NAVROT ■ Maquette : Bernard LACHAISE ■ Secrétariat - saisie : Sourya MARTEL ■ IMPRIMERIE CHIRAT : 42540 SAINT-JUST-LA-PENDUE ■ DÉPÔT LÉGAL : 3ÈME TRIMESTRE 2017 ■ PRIX AU N° : 20 € TTC ■ REPRODUCTION INTERDITE ■ CPPAP ET ISSN EN COURS ■